

**Avis n° 04-142**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 3 février 2004**  
**sur la décision tarifaire n° 2003166 de France Télécom**  
**relative à la modification de la tarification des frais de mise en service de Numéris**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu la directive 98/10/CE du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 35-5 et L.36-7 ;

Vu les articles 11 et 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 14 janvier 2004 ;

Après en avoir délibéré le 3 février 2004 ;

**Contexte de la décision tarifaire**

La présente décision tarifaire de France Télécom a pour objet de procéder à une modification de la tarification des frais de mise en service de ses offres d'accès « Numéris » destinés aux clients professionnels, associée à une évolution des conditions contractuelles de durée de souscription minimum à ces services.

Cette décision tarifaire fait suite à deux décisions tarifaires intervenues au cours de l'année 2003

- une première décision tarifaire transmise par France Télécom en mai 2003 concernant également une modification de la tarification des frais de mise en service des offres « Numéris ». L'Autorité s'était prononcée défavorablement<sup>1</sup> sur cette décision au regard notamment de l'ampleur des hausses tarifaires proposées ;
- une seconde décision tarifaire transmise en juin 2003, qui avait notamment pour objet une hausse du prix de l'abonnement au contrat Professionnel Numéris. L'Autorité avait également émis un avis défavorable<sup>2</sup> compte tenu du fait qu'il ne lui apparaissait pas, sur la base des comptes présentés par France Télécom, que les coûts encourus justifiaient une hausse pour cette catégorie de lignes ; ce constat étant corroboré par les comparaisons internationales portant sur les tarifs pour les professionnels.

---

<sup>1</sup> Avis n° 03-741 en date du 24 juin 2003

<sup>2</sup> Avis n° 03-891 en date du 22 juillet 2003

## Les prestations RNIS concernées

Les offres « Numéris » de France Télécom reposent sur la norme RNIS (Réseau Numérique à Intégration de Service) permettant au client de disposer d'une ligne de télécommunication numérique.

Dans le cadre du service « Numéris », les communications établies peuvent être de nature "téléphonique" ou "numérique de bout en bout". Ces communications utilisent deux types de canaux de transmission : le canal B à 64 kbit/s et le canal D à 16 kbit/s ou 64kbit/s dédié à la signalisation.

La fourniture de ces offres répond notamment aux obligations de fourniture des « services obligatoires » auxquelles France Télécom est tenue, au titre du service public des télécommunications et conformément à l'article L. 35-5 du code des postes et télécommunications, en tant qu'opérateur chargé du service universel.

### *Les différentes offres*

L'offre « Numéris » professionnelle est proposée par le moyen du « Contrat Professionnel Numéris ». Ce contrat couvre cinq types d'accès regroupés en trois familles d'offres commerciales :

- Accès de Base :
  - l'Accès de Base Isolé : ce type de raccordement se compose de deux canaux B et d'un canal D, donnant accès à une interface appelée "interface Numéris" ;
  - le Groupement d'Accès de Base : ce type de raccordement permet de grouper jusqu'à six accès de base isolés en premier équipement, extensible à huit ;
- Accès Numéris Duo :
  - ce type de raccordement propose en plus de l'Accès de Base, deux interfaces analogiques pour la téléphonie classique ;
- Accès Primaire :
  - l'Accès Primaire isolé : ce type de raccordement permet de disposer de quinze à trente canaux B et d'un canal D à 64 kbit/s ;
  - le Groupement d'Accès Primaire : ce type de raccordement permet de grouper jusqu'à 30 accès primaires.

Actuellement, l'ensemble de ces offres sont proposées sur une durée indéterminée avec une période d'abonnement minimale de douze mois.

### *La tarification actuelle des frais de mise en service*

La tarification des frais de mise en service varie en fonction du type d'accès :

€ hors taxes par accès	Accès de Base isolé	Groupement Accès de Base	Accès Numéris Duo	Accès Primaire isolé	Groupement Accès Primaire
Frais de mise en service	103	103	103	640,29	640,29

France Télécom propose également une offre de commande en nombre d'accès Numéris (minimum 50 accès) qui ouvre droit à des remises sur les frais fixes des accès Numéris pour les clients qui commandent un nombre important d'accès Numéris sur une période donnée (délais de déploiement de 6 mois jusqu'à 36 mois).

## Description des évolutions proposées par France Télécom

La présente décision tarifaire a pour objet :

- de procéder à une augmentation significative, comprise entre 71 et 75 %, des tarifs appliqués à la mise en service de Numéris pour les contrats faisant l'objet d'une période minimale d'abonnement de douze mois ;
- de permettre aux clients qui s'engagent sur une durée d'abonnement minimum de 36 mois de bénéficier d'une réduction de 40% sur les tarifs précédents, ce qui rapproche ces nouveaux tarifs de ceux pratiqués actuellement (de +3% à +5%).

L'évolution de la tarification des frais de mise en service de Numéris serait ainsi la suivante :

€ hors taxes par accès	Accès de Base isolé	Groupement Accès de Base	Accès Numéris Duo	Accès Primaire isolé	Groupement Accès Primaire
---------------------------	------------------------	-----------------------------	----------------------	-------------------------	------------------------------

### Tarifs actuels pour une période minimale d'abonnement de 12 mois

Frais de mise en service	103	103	103	640,29	640,29
-----------------------------	-----	-----	-----	--------	--------

### Nouveaux tarifs pour une période minimale d'abonnement de 12 mois

Frais de mise en service	180	180	180	1100	1100
-----------------------------	-----	-----	-----	------	------

Evolution	+74,8%	+74,8%	+74,8%	+71,8%	+71,8%
-----------	--------	--------	--------	--------	--------

### Nouveaux tarifs pour une période minimale d'abonnement de 36 mois (réduction de 40%)

Frais de mise en service	108	108	108	660	660
-----------------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Evolution	+4,9%	+4,9%	+4,9%	+3,1%	+3,1%
-----------	-------	-------	-------	-------	-------

## L'analyse de l'Autorité

La présente décision tarifaire concerne pour l'essentiel le marché de la boucle locale pour les professionnels. Au stade actuel, il existe sur ce marché une concurrence limitée à certaines zones géographiques présentant une forte densité d'activité économique.

## 2.2 La situation concurrentielle du marché

Les services d'accès « Numéris » pour les professionnels constituent des services de boucle locale qui permettent à la fois l'accès au service téléphonique et à des services de transmission de données tels que l'accès à Internet à bas et haut débit. Ces services représentent un total d'environ 4,5 millions de lignes raccordées.

L'Autorité observe que la situation concurrentielle a évolué depuis plus d'un an sur ce marché grâce au développement de l'utilisation des technologies DSL via la dégroupage de la paire de cuivre, et qui permettent aux concurrents de France Télécom de proposer aux utilisateurs professionnels actuels des services « Numéris » des offres présentant un certain degré de substituabilité.

L'Autorité souligne toutefois que France Télécom détient encore une part de marché de l'ordre de 99 % de l'ensemble du marché de la boucle locale.

Il y donc lieu d'évaluer avec attention les motifs et les effets des mesures tarifaires proposées par France Télécom.

### **2.3 Les éléments de coûts de France Télécom**

France Télécom souligne notamment, d'une part, que les tarifs de mise en service des services Numéris n'ont pas évolué depuis 1990 et, d'autre part, que la nouvelle tarification qu'elle souhaite adopter permettra un rapprochement de sa structure de coûts actuelle.

L'Autorité souligne tout d'abord que la circonstance selon laquelle les tarifs des frais d'accès aux services « Numéris » n'aurait pas évolué depuis plusieurs années, et notamment à l'époque où France Télécom détenait une situation de monopole de droit sur le marché de l'accès au service téléphonie fixe, ne peut elle-même conduire à conclure qu'elle subirait actuellement un déséquilibre entre ses revenus et ses charges pour cette activité.

L'Autorité observe par ailleurs qu'au regard des éléments transmis par France Télécom dans son compte d'exploitation prévisionnel pour l'accès « Numéris » professionnels, les tarifs qu'elle applique actuellement lui permettent de bénéficier d'un résultat d'exploitation positif.

L'Autorité note par ailleurs que France Télécom ne prévoit pas d'augmentation de ses coûts entre 2003 et 2004.

Elle observe au contraire que pour chacune des familles d'accès (Accès de Base et Accès Duo, Accès Primaire), le niveau des coûts moyen mentionnés par France Télécom dans le cadre de cette décision tarifaire est inférieur (de l'ordre de 5%) à celui que France Télécom avait transmis à l'Autorité en mai 2003 dans le cadre d'une précédente décision tarifaire visant également à la modification de la tarification des frais de mise en service de Numéris.

L'Autorité constate donc que les évolutions tarifaires proposées par France Télécom, et tout particulièrement les hausses de tarifs de 70 à 75% à même durée minimum de souscription, ne sont pas motivées par elle au regard de l'évolution du niveau de ses coûts.

### **2.4 Effets des conditions de durée minimale de souscription**

La nouvelle offre de France Télécom laisse le choix aux utilisateurs d'opter pour deux contrats caractérisés par des prix et des durées minimum d'engagement significativement différents.

L'Autorité observe toutefois qu'au regard des nouveaux tarifs proposés, les clients professionnels commandant des nouveaux accès « Numéris » seront fortement incités, voire contraints de fait, afin de bénéficier de la réduction de 40% offerte par France Télécom, réduction qui a pour effet de rapprocher les nouveaux tarifs de ceux actuellement pratiqués, à opter pour une durée minimale d'engagement de 36 mois au lieu de celle de 12 mois.

L'Autorité souligne par ailleurs que les dispositions contractuelles actuelles, qui ne sont pas modifiées par cette décision tarifaire, prévoient qu'en cas de résiliation anticipée du contrat avant l'expiration de la durée minimale, France Télécom facture, à titre de pénalité, la totalité des montants d'abonnement restant dus au titre de cette période minimale. A titre d'exemple, dans le cas d'une rupture anticipée au bout de douze mois d'un contrat « Numéris Duo » faisant l'objet d'un engagement de 36 mois, ces pénalités représenteraient une somme égale à  $24 \times 34,7 = 832,8 \text{ € HT}$  soit 771 % du montant des frais d'accès à ce service.

Cette nouvelle période d'engagement de 36 mois pourrait donc dissuader fortement les utilisateurs de résilier leur accès avant le terme de la durée minimale, et constitue en cela une contrainte significative pour les consommateurs.

France Télécom a précisé par ailleurs qu'en pratique, la durée de vie moyenne des contrats d'accès « Numéris » professionnels était supérieure à trois ans, ce qui paraît suggérer que cette contrainte n'aurait, en pratique, qu'un effet limité auprès des utilisateurs.

L'Autorité souligne cependant que les effets de cette contrainte doivent également être appréciés au regard de la position de quasi-monopole qu'occupe France Télécom sur le marché de l'accès et des perspectives nouvelles et récentes qu'offre le dégroupage de la boucle locale dans le développement progressif de la concurrence sur ce marché.

L'Autorité estime à cet égard que cette nouvelle offre, en incitant fortement les consommateurs à souscrire à des engagements d'une durée significativement supérieure à celle actuellement prévue, risque d'avoir pour effet de freiner le jeu de la concurrence sur le marché de l'accès et de porter atteinte aux droits des consommateurs.

## **Conclusion**

Au vu des éléments qui précèdent, l'Autorité considère :

- que les hausses de tarifs proposées, et tout particulièrement les hausses de tarifs de 70 à 75% à même durée minimum de souscription, ne sont pas motivées par France Télécom au regard de l'évolution de ses coûts ;
- qu'en outre, l'évolution proposée de l'offre actuelle vers deux offres aux prix et aux durées minimum de souscription significativement différents, aura pour effet d'inciter fortement les consommateurs à opter pour des durées d'engagement significativement supérieures à celle proposées actuellement ;
- qu'en conséquence, cette nouvelle offre est susceptible d'avoir pour effet de nuire aux intérêts des consommateurs et de freiner le jeu de la concurrence et sur le marché de l'accès sur lequel France Télécom détient encore une position de quasi-monopole.

L'Autorité émet donc un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2003166 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 2004

Le Président

Paul Champsaur